

La déchirure du socialisme français

Le 25 décembre 1920, salle du Manège à Tours, s'ouvre le 18^e congrès du Parti socialiste réunifié sous l'autorité de Jean Jaurès en 1905. Il va consacrer la scission du mouvement ouvrier en deux formations souvent farouchement opposées, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO ou PS) et la Section française de l'Internationale communiste (SFIC ou PCF) (1).

Cette scission fut l'aboutissement logique d'un processus initié le 2 août 1914. La guerre a fait exploser le mouvement socialiste en trois grands courants : la « droite », qui participe au gouvernement d'Union sacrée ; la « gauche », qui, sous l'impact de la Révolution russe, devient pacifiste et révolutionnaire ; le « centre », qui se méfie autant de l'Union sacrée que de la Révolution bolchevique. Durant toute l'année 1920, ces trois courants s'affrontent sur un thème : pour la « droite » (Blum, Renaudel, Sembat, Thomas), il faut maintenir la II^e Internationale et la social-démocratie d'avant 1914. Pour la « gauche » (Cachin, Frossard, Vaillant-Couturier, Souvarine), ce socialisme a fait faillite et il faut le repenser entièrement en suivant la voie de la III^e Internationale créée par Lénine. Le « centre », emmené par Longuet et Paul Faure, est partisan de reconstruire une Internationale, mais émet des réserves à l'égard de la III^e Internationale.

Ces divergences masquent mal un conflit majeur, sur la conception même du socialisme, qui a mûri rapidement devant les échecs répétés du PS et de la CGT. Aux élections législatives de 1919, les socialistes, avec 68 élus contre 103 avant 1914, ont subi un cuisant échec, qui incite nombre de militants à opter pour l'action immédiate. Les manifestations traditionnelles du 1^{er} mai 1920 ont dégénéré en une grève générale, engagée par les cheminots et élargie par la CGT à la plupart des corporations ; mais gouvernement et patronat avaient soigneusement préparé la riposte ; au bout d'un mois, tout rentre dans l'ordre et la répression est sévère (18 000 cheminots licenciés).

Premières passes d'armes

C'est donc dans un climat très particulier, de dépression de la masse ouvrière et d'exaltation d'une avant-garde, que va se tenir le congrès. Depuis les élections des délégués dans les fédérations, chacun sait que les partisans de l'adhésion à la III^e Internationale sont majoritaires, mais beaucoup craignent une scission et s'interrogent sur la ligne de partage des eaux entre « réformistes » et « révolutionnaires ».

La première séance s'ouvre à 10 h 30, en présence de 285 délégués – dont une dizaine de femmes – représentant 178 372 adhérents. La tribune, formée de quelques tables et agrémentée de plantes vertes, est dominée par une large banderole : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » La journée du 25 est consacrée à l'audition des secrétaires de fédération, qui brosent un tableau de la situation dans leur département et décrivent l'état d'esprit de leurs adhérents. Étonnant défilé où apparaît le socialisme dans toute sa diversité. En tête, les vieux bastions ouvriers et populaires de l'Allier, du Cher, du Nord et du Pas-de-Calais. Mais beaucoup insistent sur l'afflux de nouveaux adhérents, des paysans pleins d'enthousiasme pour la III^e Internationale et Lénine. D'abord par haine de la guerre qui vient de décimer les campagnes : sensibles à la propagande pacifiste des bolcheviks, ils condamnent le ralliement du PS à l'Union sacrée. Mais aussi largement par dégoût des politiciens, du parlementarisme, des belles paroles, qui ne remplacent pas l'action ; Bergère, délégué de l'Ariège, département rural par excellence, s'écrie : « *Les camarades sont éœurés de voir que dans le Parti socialiste il n'existe aucune discipline. Ils sont éœurés surtout de voir les votes de nos camarades parlementaires. (...) Il est nécessaire que le parti ne soit pas une coterie politique. (...) Il nous faut une discipline. Nous sommes, quant à nous, en extase devant les camarades de la III^e Internationale !* » Déjà, tout le débat se focalise sur une seule question : faut-il adhérer à l'Internationale communiste ?

Parmi les derniers délégués à s'exprimer, le « délégué de l'Indochine » : perdu dans un costume un peu large, un jeune Annamite très mince, au regard de braise et à la parole audacieuse et enflammée, que l'*Humanité* présentera sous le nom de Nguyen Ai Quoc (Nguyen le patriote), bientôt plus connu sous le nom de Ho Chi Minh ; il n'est encore qu'un nationaliste qui attend

beaucoup des socialistes français et conclut dramatiquement : « *Au nom de l'humanité tout entière, au nom de tous les socialistes, ceux de droite et ceux de gauche, nous vous disons : camarades, sauvez-nous !* »

Le dimanche 26 décembre, la discussion de fond s'engage. Marcel Sembat, ministre du gouvernement d'Union sacrée, ouvre le feu : il se prononce contre un mouvement révolutionnaire prématuré et contre l'application en France de méthodes

main et prêtes à une action prompte, une action décisive ». Critique avant l'heure des effets pervers du « centralisme démocratique ».

Sur la révolution, Blum s'écrie : « *Lorsque vous vous fixez à vous-mêmes comme but la prise du pouvoir, sans être sûr que cette prise de pouvoir puisse aboutir à la transformation sociale, le seul but positif de votre effort, c'est la destruction de ce qui est, et que l'on appelle l'appareil gouvernemental bourgeois* » ; et il

çais d'en faire autant. Puis, c'est au tour de Frossard, secrétaire général du parti, qui a fait le voyage d'URSS avec Cachin, de prendre la parole. Partisan de l'adhésion, il tente de répondre à Blum ; mais ses allégations sur trois points essentiels montrent sa méconnaissance du communisme. Sur la question syndicale : « *Il n'est pas un seul d'entre nous qui veuille domestiquer le mouvement syndical*. » Sur la direction

Soudain, nouveau coup de théâtre : le président interrompt le discours de Frossard pour annoncer la présence dans la salle de... Clara Zetkin. L'émotion est à son comble : une femme, une révolutionnaire, une Allemande, a déjoué la surveillance de la police pour venir prouver en actes son internationalisme. Discours enflammé, mots d'ordre qui claquent, formidable ovation, le congrès, debout, l'acclame et chante l'Internationale.

La parole est enfin à Jean Longuet, petit-fils de Marx et enfant chéri du parti. Le télégramme de Zinoviev a durci sa pensée, et ilcontre-attaque sans ménagement. Il dénonce la soumission à Moscou, l'argent de Moscou, qui encourage les scissions, « *l'esprit de haine et de division* » des bolcheviks, les « *illuminés* » qui « *vivent dans l'hypnose de la révolution* », « *l'enthousiasme de l'ignorance* ». Il termine avec fureur : « *Le moment est venu de dire si vous êtes disposés à recevoir le knout. Moi, je ne le suis pas*. » La messe est dite. Le congrès écoute les derniers orateurs, mais les jeux sont faits. En séance de nuit, le 29 décembre, le vote décisif a lieu : pour la III^e Internationale, 3 208 mandats ; 397 abstentions ; 1 022 pour avec réserves (Longuet). La séance est levée à 2 h 45 du matin. Le jeudi 30, SFIC et SFIO achèvent séparément leurs travaux.

Soixante-dix ans après, on peut rappeler cette phrase prémonitrice de Blum au congrès : « *Nous sommes convaincus, jusqu'au fond de nous-même, que, pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison*. » Aujourd'hui, le 27^e congrès du PCF semble indiquer que l'aventure touche à son terme, tandis que la « vieille maison » gouverne depuis dix ans.

STÉPHANE COURTOIS
historien, chercheur au CNRS

(1) Cf. les travaux pionniers d'Annie Kriegel : *Aux origines du communisme français 1914-1920* (Mouton, 1964 (version réduite chez Flammarion) ; le *Congrès de Tours*, Archives Julliard, 1964. Plus récemment, réédition critique du compte rendu sténographique in Jean Charles, Jacques Girault et alii, *le Congrès de Tours*, Editions sociales, 1980 (une version condensée vient de paraître aux Editions Messidor).



Le discours de Marcel Cachin.

élaborées à Moscou pour une situation très spécifique. D'emblée, le ton est donné : passionné, dramatique, acharné. Les passes d'armes se multiplient entre Sembat et Vaillant-Couturier, le jeune et talentueux porte-parole communiste. Un dialogue tendu s'instaure entre les deux hommes, sous les applaudissements et exclamations des deux camps. A 19 h 20, la séance est levée.

Le discours de Léon Blum

Elle reprend le 27 au matin avec l'entrée en scène des « poids lourds » du parti. D'abord Marcel Cachin, l'orateur socialiste le plus populaire, qui est porteur du mythe soviétique : il est allé en Russie, a rencontré Lénine et foulé du pied la terre où « *les prolétaires sont au pouvoir* ». S'appuyant sur la vieille tradition guesdiste, son discours est un long acte de foi dans la révolution qui est « *là, tout près, derrière l'horizon proche* », et qui est incarnée par la Russie soviétique, où « *la foi, l'enthousiasme, l'espérance en l'avenir, restent admirables et poignants* ». Pour Cachin, l'imminence révolutionnaire nécessite l'adoption urgente de méthodes d'action et d'organisation nouvelles, sur le modèle bolchevique. Quant à la violence révolutionnaire, la dictature du prolétariat, il la rattache tout naturellement aux moments les plus aigus de notre Révolution française.

Cachin est suivi de Paul Faure, autre « poids lourd » socialiste, qui attaque carrément sur les « 21 conditions » que l'Internationale communiste impose à tous les partis communistes. Puis il donne l'exemple du socialisme américain, détruit en quelques mois par la propagande scissionniste du fameux John Reed, l'homme des *Dix jours qui ébranlèrent le monde*. Déjà les enjeux – la scission – se précisent, et le terrain est préparé à l'intervention majeure, qui est restée dans la mémoire des contemporains et des historiens, celle de Léon Blum.

Conseiller d'Etat, député, directeur du cabinet de Sembat entre 1914 et 1916, cet homme distingué et élégant, intellectuel et juriste brillant, a refusé de s'abandonner aux envolées lyriques ou aux effets d'estrate pour mieux se livrer à une analyse minutieuse, synthétique, prophétique par beaucoup d'aspects, du modèle de parti et de socialisme des bolcheviks. D'emblée, il situe le problème : « *Vous êtes en présence d'un tout, d'un ensemble doctrinal. (...) Il n'y a même pas lieu d'ergoter sur tel ou tel point de détail. Il s'agit de voir la pensée d'ensemble, la pensée centrale*. » A ses yeux, la doctrine bolchevique propose « *un socialisme neuf sur tous les points essentiels : conception d'organisation, conception des rapports de l'organisation politique et de l'organisation économique, conception révolutionnaire, conception de la dictature du prolétariat*. »

Sur l'organisation, il dénonce la subordination du parti à un organisme clandestin, secret, incontrôlable, qui va imposer « *l'uniformité, l'homogénéité absolues* », « *homogénéité militaire* » de « *petites avant-gardes disciplinées, homogènes, soumises à un commandement rigoureux (...), toutes bien en*

oppose les « *deux conceptions révolutionnaires : celle qui voit dans la transformation le but et dans la conquête des pouvoirs publics un moyen ; celle qui, au contraire, voit dans la conquête du pouvoir le but*. »

Sur la dictature du prolétariat, Blum martèle : « *En fait, en Russie, la dictature n'est pas exercée par les soviets, mais par le Parti communiste lui-même* » ; il va plus loin : « *Dans votre pensée, la dictature du prolétariat est un système de gouvernement créé une fois pour toutes. Cela est si vrai que, pour la première fois dans l'histoire socialiste, vous concevez le terrorisme non pas seulement comme le recours de dernière heure, non pas comme l'extrême mesure de salut public que vous imposerez aux résistances bourgeoises, non pas comme une nécessité vitale pour la révolution, mais comme un moyen de gouvernement*. »

Sur la question du patriotisme, opposé à l'internationalisme radical des bolcheviks, il s'écrie : « *Il y a des circonstances où, même en régime capitaliste, le devoir de défense nationale existe pour les socialistes*. »

Bouleversé, il conclut : « *Sachons nous abstenir des mots qui blessent, qui déchirent, des actes qui lèsent, de tout ce qui serait déchirement fratricide. Je vous dis cela parce que c'est sans doute la dernière fois que je m'adresse à beaucoup d'entre vous. (...) Malgré tout, restons des frères, des frères qu'aura séparés une querelle cruelle, mais une querelle de famille, et qu'un foyer commun pourra encore réunir*. »

Le coup de force bolchevique

La fin du discours est saluée par un formidable tumulte provoqué tant par les acclamations de la « droite » que par la fureur de la « gauche ». Le congrès s'enflamme, le ton monte. Charles Rappoport, qui succède à Blum à la tribune, tient un discours manichéen et fausement prophétique, typique des bolcheviks : « *La nouvelle guerre mondiale, c'est la mort de la France. C'est la mort de la civilisation. C'est la mort de l'Europe, si la révolution n'intervient pas. Nous avons à choisir entre l'impérialisme mondial et la révolution mondiale*. » A 19 h 15, épuisé, le congrès s'ajourne.

Le mardi 28 décembre au matin, le congrès est soudain réveillé par ce que d'aucuns appelleront le « *coup de revolver* » de Zinoviev. Le chef de la III^e Internationale vient en effet d'adresser un télégramme péremptoire, où il dénonce les « *centristes* » Longuet et Faure, « *qui ont été et restent des agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat* ». Et il appelle la majorité à « *créer le vrai parti communiste un et puissant, libéré des éléments réformistes et semi-réformistes* ». Le tumulte est à son comble. Les partisans de l'adhésion sont électrisés, les adversaires dénoncent l'ingérence moscovite qu'ils craignent.

Quelques minutes plus tard, l'offensive bolchevique se poursuit : le président de séance propose la lecture d'une longue lettre de Clara Zetkin, prestigieuse militante allemande qui s'est ralliée au bolchevisme et adjuge les socialistes fran-